

# LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في  
الصحافة الوطنية

11/12/2012

## Recréer une communauté politique



**D**ans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits de l'Homme et en marge de la cérémonie de signature d'une convention de partenariat avec le Conseil national des droits humains (CNDH) et la Faculté de droit de Rabat-Agdal pour



la création d'un Master en droits

de l'Homme, Driss El Yazami, président du CNDH, a fait un exposé sur l'état des lieux des droits de l'Homme et un bilan sur l'expérience de l'Instance équité et réconciliation (IER).

En voici le texte intégral :

Le 6 janvier 2006, le Roi du Maroc présidait, en présence de dizaines d'anciennes victimes des violations graves des droits de l'Homme et de l'ensemble des hauts responsables de l'Etat, la séance de remise simultanée du rapport de l'Instance équité et réconciliation (IER), créée deux ans auparavant, et celui du Cinquantenaire, lequel faisait le bilan du développement humain des cinquante années d'indépendance du Maroc et précisait les principaux défis du pays pour l'avenir. Les années précédentes, deux autres actes forts avaient été posés : la reconnaissance du pluralisme culturel du Maroc et en premier lieu de sa composante amazighe avec la création de l'Institut Royal de la culture amazighe et la réforme du Code de la famille, une des réformes du statut des femmes les plus importantes dans le monde musulman depuis la réforme tunisienne, impulsée par le président Bourguiba à la fin des années 1950. Cette réforme intervenait après un débat public intense de près de deux ans qui avait profondément clivé la société entre partisans et opposants au changement, et qui avait culminé avec deux manifestations pacifiques massives, à Casablanca et à Rabat, de chacun des deux camps.

### Réformer avant le Printemps arabe

Ce début de siècle est ainsi marqué au Maroc par le lancement d'une série de réformes politiques qui portent sur des problématiques centrales du point de vue des droits humains : l'égalité de genre ; le pluralisme ; les droits civils et politiques ; les droits économiques, sociaux et culturels. Dans un contexte régional où sévit le despotisme sous toutes ses formes – le Printemps arabe est encore bien loin et absolument pas prédictible- un pays ose réformer. Alors que le discours néo-conservateur impérial appelle au changement dans la région MENA, y compris par la force, la transition marocaine est menée grâce à la rencontre de deux acteurs : l'institution Royale et des acteurs de la société civile, opposants politiques la veille, souvent de gauche, qui ont investi le champ des droits humains. L'agenda et le contenu de la réforme ne sont pas dictés de l'extérieur. L'effort est strictement national. Secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'Homme à l'époque, installé à Paris, je suis fasciné par les deux manifestations sur le statut des femmes. Plus que son issue, l'intensité du débat social et son caractère pacifique me redonnent espoir quant à l'évolution du Maroc. Car qu'est-ce que la démocratie au fond sinon la capacité d'une société de débattre pacifiquement, parfois rudement, sur des visions et des projets divergents, ici la question, centrale, de l'égalité ? Ce n'est évidemment pas suffisant pour installer définitivement un système démocratique, mais c'est une de ses composantes essentielles et une bonne amorce pour y parvenir. C'est dans cet état d'esprit que j'accepte d'intégrer l'IER : contribuer à la réforme, pas à pas, ici et maintenant.

## Comment réparer ? Peut-on définitivement réparer ?

La Commission vérité entame son travail avec une polémique et un legs.

Son mandat lui demande d'établir les responsabilités institutionnelles dans les violations intervenues entre 1956, date de l'indépendance, et 1999 et de ne pas nommer publiquement les responsables individuels. Pour certains acteurs de la société civile, cette prohibition annule tous les espoirs et il n'y a rien à attendre de l'IER. La disposition est bien évidemment un des éléments essentiels du compromis politique qui a permis la création de l'IER, dans un pays qui n'a pas connu de changement de régime. Nous estimons pour notre part que l'essentiel est d'aboutir à des recommandations ouvrant la voie à la résolution des déficits politiques, juridiques et institutionnels qui ont été, plus que la responsabilité de certaines personnes, à l'origine des violations graves des droits humains. Nous préconisons aussi une approche globale de la réparation qui n'annule en aucun cas le droit, inaliénable, des victimes qui le souhaitent, de demander une réparation pénale, par voie de justice. Dans les faits, à 99%, les victimes ratifient ce choix en déposant leurs dossiers auprès de l'IER pour demander vérité et réparation. Quelques familles choisissent de déposer plainte. Je connais des juristes de mes amis, y compris dans les organisations internationales des droits de l'Homme, qui contestent aujourd'hui encore cette option. Mais j'ai en mémoire une phrase de ma sœur, qui m'a dit à l'époque, en regardant son fils de dix ans : oui pour le pardon si nous obtenons en échange la non-répétition de ce que nous avons vécu. C'est d'ailleurs la position qu'adoptent certaines victimes appelées à témoigner lors des auditions publiques : bien qu'opposées à la non désignation des responsables individuels, elles ont toutes respecté le contrat moral que nous avons avec elles avant leur témoignage en direct à la télévision.

Ce choix partagé (entre les membres de l'IER, tous les acteurs politiques et la quasi-totalité des victimes) d'une sorte d'amnésie volontaire et de pardon tacite me paraît aujourd'hui un choix éminemment politique. Un quasi-consensus qui fait vivre un compromis raisonnable, qui ouvre le champ des possibles (les réformes institutionnelles) sans aliéner définitivement un droit des victimes. Le recours à la justice a toujours été possible et il n'y a pas eu d'amnistie décrétée. Le legs que trouve l'IER concerne l'Instance indépendante d'arbitrage, commission mise en place en 1999 pour indemniser les anciennes victimes des violations graves des droits de l'Homme et dont le mandat venait de s'achever, alors même que l'IER se mettait au travail. Saisie de près de 8000 demandes, l'Instance d'arbitrage avait statué sur près de la moitié des dossiers. L'IER hérite de l'autre moitié, constituée de saisines arrivées hors délai et permet le dépôt de nouvelles demandes de réparation. Les saisines affluent et au total, l'IER aura à travailler sur près de 20 000 demandes de réparation, émanant de victimes directes ou de leurs ayants-droit. Le groupe de travail mis en place à l'IER à cet effet révisé les critères établis par l'Instance d'arbitrage et adopte une approche globale de la réparation, incluant la mention explicite de la responsabilité de l'Etat dans la violation, l'indemnisation (en prenant en compte l'approche genre), la prise en charge sanitaire, le règlement de la situation administrative et pour environ 1500 personnes des mesures d'intégration sociale.

Aujourd'hui encore, des décisions arbitrales sont rendues par le groupe de suivi mis en place au sein du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), chargé du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'IER. Et si plus de 95% des dossiers ont été clôturés, quelques centaines de cas restent à régler, notamment en matière d'intégration sociale. Des victimes qui n'ont pas bénéficié de ces mesures complémentaires estiment qu'elles ont en été écartées à tort. Certains se manifestent de temps en temps pour demander une sorte de pension à vie. D'autres enfin demandent une révision du montant alloué. L'IER ayant achevé son mandat et le CNDH n'étant chargé que du suivi, il n'y a évidemment aucune base légale pour répondre éventuellement à de telles demandes, sauf en cas d'erreur matérielle manifeste.

On peut discuter sans fin sur les critères retenus et la méthodologie suivie dans ce domaine. Le fait est que dans l'expérience marocaine, les concepteurs de la Commission vérité ont inscrit dans son mandat cinq missions centrales d'égale importance : déterminer les modalités de la réparation individuelle, établir la vérité, notamment dans les cas de disparition forcée, déterminer les responsabilités institutionnelles, expliquer le contexte historique des violations graves des droits de l'Homme et élaborer des recommandations susceptibles de garantir la non-répétition. Mais si les trois dernières missions font elles aussi partie intégrante de la réparation, il n'est pas certain que cette approche globale ait été comprise par tous et que chez plusieurs groupes, la dimension financière n'ait pas prévalu, au détriment de la dimension strictement politique du travail de l'IER.

Cette situation s'explique peut-être par l'histoire. Le processus de réparation individuelle a commencé au Maroc dès février 1993, avec le versement durant une période, d'une pension mensuelle à des disparus libérés, puis par la réintégration à partir de 2000 des ex-détenus politiques dans leur emploi et le versement des salaires dus à partir de leur arrestation, suivie par la création de l'Instance d'arbitrage, puis de l'IER. Mais on peut se demander avec le recul s'il n'aurait pas fallu exempter l'IER de cette mission, en laissant à un mécanisme de suivi la responsabilité unique de la traiter.

### **Communautés et individus : Réhabiliter le politique**

A la vérité, et tout en menant la mission qui leur est dévolue en matière de réparation individuelle, les membres de l'IER avaient rapidement pressenti le risque de voir leur action réduite à la seule distribution de sommes qui ne peuvent, quelle que soit leur importance, faire advenir la réconciliation. D'où, assez rapidement, l'importance donnée aux auditions publiques et à la réparation communautaire.

Le processus de réparation communautaire commence en septembre 2004 par un séminaire associatif organisé à Agdez -ville qui avait abrité un centre de détention secrète- et se clôture par un colloque national organisé, une année après, par un comité de pilotage inter-associatif, mis sur pied par l'IER, et tenu en présence de plus de 250 associations. Les recommandations issues de cette rencontre sont reprises intégralement dans le rapport final de la Commission vérité, et dès la fin de son mandat, treize coordinations régionales regroupant la société civile, les collectivités territoriales et les services extérieurs de l'Etat sont mises en place. Six ans après, quel en est le bilan ?

Dirigé vers les régions qui avaient connu des violations graves des droits de l'Homme ou qui avaient abrité des centres de détention et les communautés qui estimaient avoir collectivement souffert des dites violations, le programme a permis, de manière participative (une vingtaine de conventions ont été signées avec divers ministères et institutions) et selon une approche genre de financer 130 projets élaborés par des communautés de base (activités génératrices de revenus pour les femmes notamment, centres socioculturels, activités de préservation de la mémoire, ...). En vertu d'un accord établi récemment avec le gouvernement, des projets d'équipement en infrastructures vont être réalisés sur les exercices 2012-2013 (routes, dispensaires, etc.) Mais un défi persiste et fait l'objet ces temps-ci de divers échanges : assurer la durabilité de certains projets et notamment la viabilité des projets économiques. Cette dynamique, réalisée en un temps relativement court, qui s'accompagne d'un effort soutenu en matière d'histoire, considérée aussi par l'IER comme une des modalités de la réparation communautaire – on y reviendra- ne fut possible que parce que certaines conditions ont été rassemblées.

Poussés par d'anciens membres de Commissions vérité qui nous avaient précédées et qui venaient nous former à l'initiative du Centre international de justice transitionnelle, nous nous étions interrogés dès les premiers mois de la vie de l'IER sur les conditions devant être réunies afin de mettre en œuvre, aussi rapidement que possible, les recommandations finales. Nécessaires mais non suffisantes, ces conditions sont, me semble-t-il, au nombre de quatre : établir des alliances politiques aussi larges que possible ; élaborer des recommandations précises ; impliquer les instances et les acteurs susceptibles de veiller à la mise en œuvre aussi tôt que possible dans le processus même d'élaboration des recommandations et enfin se poser très concrètement la problématique des ressources humaines et financières. C'est cette philosophie de travail qui a permis de mener à bien des actions qui peuvent à première vue ressembler à de classiques actions de développement local, mais qui prennent leur sens politique si l'on n'oublie pas que l'essentiel est de redonner confiance dans la parole de l'Etat, faire vivre la délibération citoyenne pluraliste au niveau des territoires, ouvrir la possibilité, à ceux qui étaient dépourvus de tout, dont en premier lieu le droit à la parole, d'agir par eux-mêmes, passer du statut de victime à celui de citoyen.

Cette dimension politique fut bien évidemment amplifiée par les auditions publiques des victimes organisées, après un long débat interne, entre décembre 2004 et février 2005 et diffusées à la télévision et à la radio publiques. Marquées par les témoignages des femmes, les auditions restent pour la majorité de la population, aujourd'hui encore, l'élément marquant du travail de la commission. Les auditions organisées furent de deux sortes : des témoignages directs des anciennes victimes appelées à dire, sans être interrompues et dans la langue de leur choix, ce qu'elles avaient subi, devant les membres de la commission et la population de la ville choisie et des tables-rondes thématiques durant lesquelles intellectuels et acteurs sociaux tentaient de faire une lecture pluraliste de l'histoire du pays. Les auditions des victimes furent ainsi le moment marquant d'un vaste processus de délibération citoyenne, de compassion et de libre expression, qui a aussi inclus des colloques organisés par l'IER (sur la littérature carcérale, le concept de vérité, les procès politiques, etc.), les milliers d'articles publiés durant ces deux années, des dizaines d'ouvrages publiés, les multiples initiatives organisées par la société civile, y compris pour contester le travail de l'IER.

Cette dynamique de réappropriation (bien que relative) de l'histoire, de discussion pluraliste et d'affrontements -mais pacifiques- est l'un des apports essentiels de la justice transitionnelle. L'objectif n'est point de parvenir à un consensus, mais bien d'apprendre, collectivement, à gérer pacifiquement le dissensus. C'est ainsi que j'entends la réconciliation : arpenter ensemble ce chemin long, douloureux, délicat et complexe de la confrontation à ce que nous avons fait les uns aux autres, essayer d'en comprendre les profonds ressorts, ne pas l'oublier mais le relativiser, l'inscrire, au-delà de la mémoire, dans l'histoire nationale et dans l'histoire de nos frères humains. Visiter ce que la jeune cinéaste marocaine Leïla Kilani a appelé dans un film émouvant « Nos lieux interdits » pour recréer une communauté politique.

## **Vérité, histoire et mémoire**

Dans ce cheminement, la quête de la vérité est une tâche ardue. Nous découvrons assez vite l'état plus que déplorable des archives publiques : la loi alors en vigueur date des années 1920 et les archives privées très peu fournies lorsqu'elles ne sont pas inexistantes. L'exploitation des rares fonds disponibles s'avère très souvent très difficile ou décevante. Un inventaire sur les thèses de doctorat soutenues en sciences humaines dans les universités marocaines aboutit à un résultat sans appel : la quasi-totalité des thèses en histoire porte sur la période d'avant le Protectorat (1912). C'est donc principalement en nous appuyant sur la mémoire militante et le témoignage oral (de victimes ou d'anciens fonctionnaires) que nous travaillons, en essayant de les éclairer par ce que nous savons de l'histoire politique du pays –peu de choses d'un strict point de vue académique. En essayant de recouper aussi systématiquement que possible les données orales ainsi rassemblées et en les confrontant avec les récits écrits dans les milliers de doléances reçues, nous avançons peu à peu sur le chemin de la vérité.

A la fin du mandat de l'IER, les résultats sont significatifs comme le montre le rapport final, mais le fait de ne pas avoir résolu certains cas célèbres de disparition comme l'affaire Ben Barka suscite des déceptions légitimes. Certaines périodes d'affrontements politiques violents, dans le Rif ou au sein du mouvement nationaliste tout juste après l'indépendance par exemple, restent insuffisamment éclairées. Des résultats suscitent chez nous des questionnements. Ainsi, le nombre de victimes des émeutes urbaines prouvé par l'IER dépasse celui des demandes provenant de leurs familles.

Nous découvrons, et la société marocaine avec nous, que nous souffrons peut-être de ce que nous pourrions appeler une inflation de mémoires et un déficit d'histoire et que l'action accomplie se doit d'être poursuivie, mais avec les armes de la rigueur académique. Et c'est la raison pour laquelle la commission édicte aussi plusieurs recommandations pour une politique moderne des archives, un effort continu de formation académique et de renforcement de la recherche et enfin une politique de vulgarisation par la création de musées.

Depuis, une loi moderne sur les archives a été adoptée par le Parlement en 2007 et l'institution Archives du Maroc a été enfin officiellement installée en 2011. Son siège est en ce moment même en cours d'équipement et un premier inventaire des archives publiques et privées marocaines devrait être incessamment lancé. Un état de la recherche sur l'histoire du temps présent a été réalisé et un master d'histoire du temps présent mis en place. En octobre 2012, le Centre marocain d'histoire du temps présent devait ouvrir ses portes. Trois grands colloques viennent de se tenir à Al Hoceïma (juillet 2011), Dakhla (décembre 2011) et Ouarzazate (janvier 2012) en vue d'y créer des musées régionaux d'histoire. Par ailleurs et dans le cadre du programme de réparation communautaire, de nombreux projets associatifs portant sur la mémoire ont été financés. Films, publications, pièces de théâtre ont ainsi pu voir le jour, permettant à leur tour aux acteurs sociaux de contribuer à leur manière à ce processus de lecture pluraliste de l'histoire du Maroc.

## **Réformer après le Printemps arabe**

Depuis le mois de juillet 2012, le Maroc a une nouvelle Constitution, qui a été élaborée par une commission consultative de 19 personnes, présidée par un ancien membre de l'IER et qui comptait deux anciens membres de cette instance. On peut y voir un fruit du hasard ou le signe d'une volonté continue de réforme. En tout état de cause, les recommandations de garantie de non répétition du rapport de l'IER ont constitué l'une des références pour élaborer le nouveau texte fondamental.

En ce moment même, un nouveau chantier vient d'être ouvert avec le lancement d'un débat national sur la réforme de la justice. En Tunisie, en Libye, au Yémen, en Egypte, des dizaines d'initiatives et débats se développent sur la justice transitionnelle, annonçant peut-être, après les vagues latino-américaines et africaines, une étape arabe. Et l'on voit déjà poindre les premières interrogations et polémiques. Celles-là mêmes que nous avons vécues. Mais l'essentiel est le premier pas : oser regarder ce passé lourd de souffrances humaines pour tenter d'esquisser un avenir collectif.

## تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة بالمغرب

11/12/2012



ألقى الاستاذ إدريس اليازمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان صباح أمس ، درسا افتتاحيا بكلية الحقوق بأكدال الرباط بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان ، وفي سياق انطلاق قافلة حقوق الانسان التي تنظمها اللجنة الجهوية الرباط القنيطرة . وفيما يلي نص الدرس الافتتاحي:

### إعادة تشكيل مجتمع سياسي

ترأس ملك المغرب في السادس من يناير 2006، بحضور عشرات من ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان السابقين ومجموع كبار مسؤولي الدولة، حفل تقديم تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة، التي أحدثت سنتين من قبل، وتقرير الخمسينية، الذي وقف عند حصيلة التنمية البشرية بالمغرب على امتداد خمسين سنة من الاستقلال وحدد التحديات الرئيسية للبلاد في المستقبل. وقد تميزت السنوات التي سبقت هذا الحدث، بلحظتين هامتين : أولهما الاعتراف بالتعددية الثقافية للمغرب وعلى رأسها المكون الأمازيغي وذلك من خلال إحداث المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية وثانيهما إصلاح مدونة الأسرة، الذي يعد أحد أهم الإصلاحات التي عرفتها القوانين المنظمة لوضع المرأة في العالم الإسلامي منذ الإصلاح التونسي الذي بادر به الرئيس بورقيبة سنة 1956. وقد جاء هذا الإصلاح بعد نقاش عمومي قوي دام نحو سنتين، انقسم المجتمع جراءه بشكل عميق بين مؤيدي ومعارضتي التغيير، والذي تُوج بتنظيم مسيرتين سلميتين حاشدتين بالدار البيضاء والرباط نظمه كل طرف على حدة.

### إصلاح قبل الربيع العربي :

هكذا، تميزت بداية القرن الحالي بالمغرب بإطلاق سلسلة من الإصلاحات السياسية التي همت إشكاليات مركزية مرتبطة بحقوق الإنسان: المساواة، التعددية، الحقوق المدنية والسياسية، الحقوق الاقتصادية والاجتماعية. ففي سياق إقليمي ساد فيه الاستبداد بكل أشكاله ؟ قبل الربيع العربي بوقت طويل حيث كان هذا الحراك غير متوقع بالمرّة- كانت للمغرب جرأة القيام بمجموعة من الإصلاحات. وفي الوقت الذي كان يدعو فيه خطاب المحافظين الإمبرياليين الجدد إلى إحداث تغيير بمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، وإن باستعمال القوة، جرى تدبير الانتقال المغربي بفضل التقاء فاعلين اثنين : المؤسسة الملكية وفاعلون من المجتمع المدني، كانوا معارضين سياسيين سابقين (أغلبهم من اليسار) واشتغلوا في حقل حقوق الإنسان، كما أن أحندة ومضمون الإصلاح لم تكن إملاء خارجيا، بل تعلق الأمر بمجهود وطني صرف. تابعت بانبهار حينها، وأنا بباريس أشغل منصب الكاتب العام للفدرالية الدولية لحقوق الإنسان، المسيرتين اللتين نظمتا حول وضع المرأة. ومما غذى في نفسي الأمل في تطور المغرب، ما تميز به ذلك النقاش المجتمعي من قوة وكثافة وطابع سلمي، أكثر مما خلص إليه من نتائج. لأنه في العمق ماذا تعني الديمقراطية غير قدرة مجتمع ما على حوض نقاش سلمي، ولو بشدة أحيانا، حول رؤى ومشاريع متباينة كما هو الشأن هنا بالنسبة لمسألة المساواة؟ ليس الأمر، بطبيعة الحال، كافيا للإرساء النهائي لمنظومة ديمقراطية، لكنه مكون من مكوناتها الرئيسية وانطلاقة جيدة لبلوغها. من هذا المنطلق، قبلت الانخراط في هيئة الإنصاف والمصالحة وذلك من أجل المساهمة في الإصلاح، خطوة خطوة، هنا والآن.



## كيف نقوم بجبر الأضرار؟ هل يمكننا جبر الأضرار نهائيا؟

شرعت لجنة الحقيقة في عملها بتناول قضية أثار جدلا وبارث وجب تديره: ذلك أن ولاية الهيئة تنص على اضطلاع هذه الأخيرة بتحديد المسؤوليات المؤسساتية عن الانتهاكات المرتكبة ما بين سنة 1956، تاريخ استقلال المغرب، وسنة 1999 وعدم الذكر العلني لأسماء المسؤولين الأفراد. كان هذا المنع بالنسبة لبعض فاعلي المجتمع المدني، إجهازا على كل الآمال بل جعلهم ذلك يجزمون أن ليس ثمة ما يمكن انتظاره من هيئة الإنصاف والمصالحة. غير أن هذا المقتضى يعد بطبيعة الحال أحد العناصر الأساسية في التوافق السياسي الذي مكن من إحداث الهيئة في ظل الاستمرارية أي في بلد لم يتغير نظام الحكم فيه. اعتبرنا في الهيئة حينها أن المهم هو الوصول إلى توصيات تفتح الباب نحو تسوية أوجه العجز السياسي والقانوني والمؤسسي التي كانت وراء الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان أكثر من مسؤولية بعض الأشخاص. كما اقترحنا تبني مقارنة شاملة لجبر الضرر لا تلغي، بأي حال من الأحوال، الحق الثابت للضحايا في اللجوء إلى القضاء، إن هم رغبوا في ذلك، للمطالبة بمساءلة المسؤولين عن الانتهاكات جنائيا. على المستوى الملموس، وافق غالبية الضحايا على هذا الاختيار من خلال إيداع طلباتهم لدى هيئة الإنصاف والمصالحة من أجل المطالبة بمعرفة الحقيقة وجبر الأضرار، في حين اختارت بعض العائلات تقديم شكايتها للقضاء. ولا زال بعض أصدقائي المختصين في القانون، والذين يشتغل بعضهم بمنظمات دولية لحقوق الإنسان، يرفضون هذا الاختيار إلى يومنا هذا. لكن ذاكرتي ما زالت تحتفظ بجملة قائلتها لي أختي حينها وهي تنظر لابنها ذي العشر سنوات : «نعم للصفح إذا كنا سنُمنح في المقابل ضمان عدم تكرار ما عشناه». وهو الموقف الذي تبناه بعض الضحايا الذين تمت دعوتهم لتقديم شهادتهم في جلسات الاستماع العمومية : رغم أنهم كانوا يعارضون عدم ذكر أسماء المسؤولين عن الانتهاكات، إلا أنهم احترموا جميعهم العقد الأخلاقي الذي ربطناه معهم قبل إدلائهم بشهادتهم مباشرة على أمواج التلفزة.

ويبدو لي اليوم أن هذا الاختيار (الذي اجتمع عليه كل أعضاء هيئة الإنصاف والمصالحة وكل الفاعلين السياسيين ومعظم الضحايا) والذي يقر بنوع من التجاوز الطوعي عما جرى والصفح الضمني، كان اختيارا سياسيا بامتياز. إنه شبه اجماع يخلق توافقا عقليا، ويفتح مجال الممكن (الإصلاحات المؤسساتية) بدون الإلغاء النهائي لحق من حقوق الضحايا. إذ ظل اللجوء إلى القضاء دائما ممكنا ولم يعط الغفو صفة قانونية. أما الإرث الذي وحدته هيئة الإنصاف والمصالحة فيتعلق بمهية التحكيم المستقلة، وهي لجنة أحدثت سنة 1999 لتعويض الضحايا السابقين للانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، والتي انتهت ولايتها مع انطلاق عمل هيئة الإنصاف والمصالحة. وقد قامت هيئة التحكيم المستقلة، التي توصلت بنحو 8000 طلب، بالبحث في نصف هذا العدد تقريبا. فورثت هيئة الإنصاف والمصالحة إذن النصف المتبقي من الملفات وكان يضم طلبات وردت خارج الأجل، كما فتحت الهيئة الباب لتلقي طلبات تعويض جديدة. وقد تدفقت الطلبات على الهيئة التي عاجلت في المجموع نحو 20 ألف طلب تعويض تقدم بها ضحايا مباشرين أو ذوو حقوقهم. وقد عملت مجموعة العمل التي شكلتها هيئة الإنصاف والمصالحة لهذا الغرض على مراجعة معايير مهية التحكيم المستقلة وتبنت مقارنة شاملة للتعويض تشمل : الإشارة الصريحة لمسؤولية الدولة عن الانتهاك، التعويض المادي (مع أخذ مقارنة النوع بعين الاعتبار)، التغطية الصحية، تسوية الأوضاع الإدارية بالإضافة إلى تدابير خاصة بالإدماج الاجتماعي لفائدة 1500 شخص.

وما زال فريق التتبع المحدث بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي تم تكليفه بمتابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، يصدر إلى اليوم مقررات تحكيمية. فإذا كان أزيد من 95 في المائة من الملفات قد تم إغلاقها، فإن بعض المئات من الحالات لم تسوى بعد، خاصة في مجال الإدماج الاجتماعي. ويعتبر بعض الضحايا الذين لم يستفيدوا من هذه التدابير التكميلية أنه تم إقصاؤهم بدون وجه حق. بعضهم يحتج من حين لآخر للمطالبة بالاستفادة من نوع من المعاش مدى الحياة وآخرون يطالبون بمراجعة مبالغ التعويضات التي خصصت لهم. لكن بما أن ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة قد انتهت وأن المجلس الوطني لحقوق الإنسان ليس مكلفا إلا بمتابعة تنفيذ توصياتها فليس ثمة أساس قانوني يمكن الارتكاز عليه لتلبية مثل هذه المطالب، إلا إذا تبين وجود خطأ مادي جلي وقع أثناء معالجة الملفات.

يمكن أن نستفيض طويلا في النقاش حول المعايير المعتمدة والمنهجية المتبعة في هذا المضمار. والواقع أنه في التجربة المغربية، جعل واضعو التصور لولاية هيئة الإنصاف والمصالحة خمس مهام رئيسية ومتساوية الأهمية : تحديد كيفيات جبر الضرر الفردي، الكشف عن الحقيقة خاصة في حالات الاختفاء القسري، تحديد المسؤوليات المؤسساتية، شرح السياق التاريخي للانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان وبلورة توصيات من شأنها ضمان عدم تكرار ما جرى. لكن، وإن كانت الاختصاصات الثلاثة الأخيرة تدخل أيضا في مجال التعويض، فليس من المؤكد أنه قد تم فهم هذه المقاربة في شموليتها من لدن الجميع، وأن البعد المادي لم تكن له الغلبة في أذهان العديد من المجموعات على حساب البعد السياسي الصرف لعمل مهية

قد يكون لهذا الوضع تفسير تاريخي. ذلك أن مسلسل التعويض الفردي بالمغرب بدأ منذ فبراير 1993 من خلال صرف معاش شهري، لفترة من الزمن، لفائدة ضحايا اختفاء جرى إطلاق سراحهم، كما تم بعد ذلك سنة 2000 إعادة إدماج معتقلين سياسيين سابقين في عملهم وصرف رواتبهم المستحقة منذ تاريخ اعتقالهم، وتلى ذلك إحداث هيئة التحكيم المستقلة ثم هيئة الإنصاف والمصالحة. لكن، ونحن على مسافة معينة اليوم من التجربة، يمكننا أن نتساءل: ألم يكن يجدر ربما إعفاء هيئة الإنصاف والمصالحة من هذه المهمة وإناطة المسؤولية الكاملة لتدبيرها بألية للتتبع؟

## الجماعات والأفراد : رد الاعتبار للمجال السياسي

رغم حرص أعضاء هيئة الإنصاف والمصالحة على أداء المهام المنوطة بهم في مجال التعويض الفردي، لكن سرعان ما انتبهوا إلى الخطر القائم بأن يُنظر إلى عملهم على أنه مجرد توزيع للمبالغ المالية، والتي لا يمكنها، مهما كان قدرها، أن تمكن من إرساء دعائم المصالحة، ومن هنا برزت الأهمية التي تم إيلاؤها في وقت مبكر لجلسات الاستماع العمومية ولجبر الضرر الجماعي.

انطلق مسلسل بلورة مفهوم جبر الضرر الجماعي في شتنبر 2004 من خلال انعقاد ندوة لهيئات المجتمع المدني نُظمت بمدينة أكادز التي احتضنت سابقا مركز سريا للاعتقال، وتُوِّج هذا المسلسل بمنتدى وطني نظم، سنة بعد ذلك، من طرف لجنة إشراف وضعتها هيئة الإنصاف والمصالحة مشكلة من عدد من الجمعيات، وحضره أزيد من 250 جمعية. وقد وردت جميع التوصيات الصادرة عن هذا اللقاء في التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة. وبمجرد انتهاء ولاية الهيئة تم إحداث 13 تنسيقية محلية تضم هيئات المجتمع المدني والجماعات المحلية والمصالح الخارجية للدولة. فما هي حصيلة هذا البرنامج بعد ستة سنوات؟

لقد مكن برنامج جبر الضرر الجماعي، الموجه للمناطق التي تعرضت لانتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان أو تلك التي تم إحداث مركز اعتقال سري فوق ترابها ويعتبر سكانها أنهم عانوا بشكل جماعي من تلك الانتهاكات، بشكل تشاركي (تم توقيع نحو 20 اتفاقية مع مختلف الوزارات) وبناء على مقارنة للنوع، من تمويل 130 مشروعا من إعداد الجماعات المعنية (الأنشطة المدرة للدخل خاصة لفائدة النساء، المراكز السوسيو ثقافية، أنشطة حفظ الذاكرة...). وسيتم، بموجب اتفاق مبرم مؤخرا مع الحكومة، إنجاز مشاريع تهم التجهيز والبنيات التحتية برسم ميزانية 2012-2013 (الطرق، المستوصفات إلخ). لكن هناك تحد ما زال قائما ويثير حاليا العديد من النقاشات، ألا وهو ضمان استمرارية بعض المشاريع خاصة ديمومة المشاريع الاقتصادية. ولم تكن هذه الدينامية، التي تم خلقها في وقت قصير نسبيا، والتي واكبها مجهود مهم في مجال التاريخ الذي اعتبرته الهيئة أيضا مكونا من مكونات جبر الضرر الجماعي - سنعود لذلك لاحقا- لتكون ممكنة لولا توفر بعض الشروط. بتحفيز من أعضاء سابقين بلجان للحقيقة سبقونا لهذه التجربة والذين أطلعونا على خبرتهم في المجال في إطار دورة تكوينية نظمت بمبادرة من المركز الدولي للعدالة الانتقالية، تساءلنا منذ الأشهر الأولى من حياة هيئة الإنصاف والمصالحة عن الشروط الواجب توفرها من أجل تنفيذ التوصيات الختامية في أسرع وقت ممكن.

وأعتقد في هذا الصدد أن ثمة أربعة شروط، ضرورية ولكن غير كافية، يجب توفرها : إقامة أكبر قدر ممكن من التحالفات السياسية، بلورة توصيات محددة، إشراك الهيئات والفاعلين الذين من شأنهم السهر في أقرب وقت ممكن على تنفيذ التوصيات في مسلسل بلورة التوصيات في حد ذاته وأخيرا طرح إشكالية الموارد البشرية والمالية بوضوح. إن فلسفة العمل هذه، هي التي مكنت من القيام بأعمال قد تبدو للوهلة الأولى أنشطة كلاسيكية للتنمية المحلية، لكنها تأخذ كل بعدها السياسي إذ لم يغب عن أذهاننا أن الهدف الأساسي هو إعادة الثقة في الدولة، النهوض بالمشاركة المواطنة التعددية على المستوى الترابي، فتح الإمكانيات، لأولئك الذين كانوا محرومين من كل شيء وأساسا من حقهم في التعبير، لأخذ زمام أمورهم بأيديهم والانتقال من وضع الضحية إلى وضع المواطن.

لقد تقوى هذا البعد السياسي بجلسات الاستماع العمومية التي نظمت، بعد نقاش داخلي طويل، ما بين دجنبر 2004 وفبراير 2005، وبثت على أمواج التلفزيون والإذاعة الوطنية. لقد شكلت جلسات الاستماع، التي طبعتها الشهادات التي قدمتها بعض النساء، ليومنا هذا لدى غالبية المواطنين، أهم ما ميز عمل اللجنة. وكان هناك نوعان من جلسات الاستماع : إما شهادات مباشرة لضحايا سابقين تمت دعوتهم إلى البوح، دون مقاطعة وباللغة التي يختارونها، بما تعرضوا له من انتهاكات، أمام أعضاء الهيئة وساكنة المدينة التي تم اختيارها، وإما موائد مستديرة موضوعاتية، حاول خلالها مثقفون وفاعلون مجتمعيون القيام بقراءة تعددية لتاريخ البلاد.

هكذا، شكلت جلسات الاستماع العمومية للحظة القوية لمسار واسع من المشاركة والتداول المواطن والمواطنة والتعبير الحر. وهو المسار الذي تميز أيضا بالندوات التي نظمتها هيئة الإنصاف والمصالحة (حول أدب السجون، مفهوم الحقيقة، المحاكمات السياسية، إلخ)، بالإضافة إلى الآلاف من المقالات التي نشرت خلال هاتين السنتين والعشرات من المؤلفات والعديد من المبادرات التي أطلقها هيئات المجتمع المدني بما في ذلك تلك المتقدمة لعمل هيئة الإنصاف والمصالحة.

تعتبر هذه الدينامية القائمة على إعادة تملك التاريخ (وإن بشكل نسبي) وعلى النقاش التعددي و«المواجهات» السلمية، أحد الإسهامات الأساسية للعدالة الانتقالية. إذ لا يكمن الهدف في تحقيق الإجماع وإنما تعلم التدبير الجماعي والسلمي للاختلاف. لذلك أرى أن المصالحة هي سير جماعي على طريق طويل، مضني، صعب ومعقد قوامه مواجهة ما ارتكبه بعضنا في حق بعض، مع محاولة فهم دوافع وأسباب ما جرى، عدم نسيانه لكن مقارنته بما يلزم من نسيه، وإدراجه في مقام يتجاوز الذاكرة إلى التاريخ الوطني وتاريخ البشرية. إنما زيارة، لما أسمته المخرجة المغربية الشابة ليلي كيلاي في فيلمها المؤثر، «أماكننا المنوعة» من أجل إعادة خلق مجتمع سياسي.

## الحقيقة، التاريخ والذاكرة

في ظل هذا المسار، يغدو البحث عن الحقيقة عملا مضنيا ومهمة شاقة. إذ سرعان ما اكتشفنا الوضع المزري للغاية للأرشيف العمومي: إذ كان القانون المنظم للقطاع آنذاك يعود لسنة 1926 والأرشيفات الخاصة كانت قليلة جدا إن لم تكن منعدمة. وبدا استغلال الأرشيفات النادرة المتوفرة عملا صعبا جدا ومجهدا. وتبين لنا، على إثر جرد لأطروحات الدكتوراه التي تمت مناقشتها في مجال العلوم الإنسانية بالجامعات المغربية، أن الغالبية العظمى لتلك الأطروحات تتناول فترة ما قبل الحماية (1912). لذلك استندنا أساسا على ذاكرة المناضلين والشهادات الشفوية (للضحايا والموظفين السابقين) محاولين توضيحها بما نعرف عن التاريخ السياسي للبلاد، رغم أنه قليل جدا من وجهة نظر أكاديمية صرفة. من خلال محاولة إجراء التقابلات بين المعطيات الشفوية التي تم تجميعها بالطريقة السالفة الذكر وبين الحكايات المكتوبة في الآلاف من الطلبات التي تلقتها الهيئة، تمكنا من التقدم شيئا فشيئا على درب الكشف عن الحقيقة. وقد تمكنت الهيئة عند انتهاء ولايتها من تحقيق نتائج هامة في هذا الصدد، لكن عدم التمكن من إجماع الحقيقة بشأن حالات مشهورة للاختفاء مثل قضية بن بركة أثارت خيبة أمل لدى البعض وهو إحساس مشروع على كل حال. كما أن بعض الفترات التي اتسمت بمواجهات سياسات عنيفة بالريف أو داخل الحركة الوطنية بُعيد الاستقلال على سبيل المثال، لم توضح بما فيه الكفاية. بالإضافة إلى كون بعض النتائج قد أثارت لدينا عددا من التساؤلات، حيث كان عدد ضحايا المواجهات الحضرية الذي وصلت إليه الهيئة يتجاوز ما ورد في الطلبات الواردة من العائلات.

لقد اكتشفنا، ومعنا المجتمع المغربي، أننا ربما نعاني مما يمكن أن نصفه بـ«تضخم في الذاكرة وعجز في التاريخ» وأن العمل الذي تم القيام به يجب استكمال له لكن بسلاح الصرامة العملية الأكاديمية. ولهذا السبب أصدرت الهيئة العديد من التوصيات من أجل وضع سياسة حديثة لتدبير الأرشيف ومجهود متواصل للتكوين الأكاديمي وتعزيز البحث وأخيرا وضع سياسة لتعميم المعارف حول المجال من خلال إحداث متاحف.

وقد صادق البرلمان سنة 2007 على قانون حديث لتدبير الأرشيف وتم تنصيب مؤسسة أرشيف المغرب رسميا سنة 2011. ويوجد مقرها حاليا قيد التجهيز ومن المنتظر أن يتم قريبا إطلاق أول عملية جرد للأرشيف العمومي والخاص بالمغرب. وقد تم إنجاز دراسة تمم واقع البحث حول التاريخ الراهن وتم إحداث ماستر في التاريخ الراهن. وفي أكتوبر 2012 سيفتح المعهد المغربي للتاريخ الراهن أبوابه. كما تم تنظيم ثلاث ندوات علمية بكل من الحسيمة (يوليوز 2011) والداخلة (دجنبر 2011) وورزازات (يناير 2012) من أجل إحداث متاحف جهوية للتاريخ بتلك المدن. من جهة أخرى، وفي إطار برنامج جبر الضرر الجماعي، تم تمويل العديد من المشاريع الجموعية التي تم الذاكرة. هكذا، رأت أفلام وإصدارات ومسرحيات النور، ومكنت بدورها الفاعلين المجتمعيين من المساهمة بطريقتهم في مسلسل القراءة التعددية لتاريخ المغرب.

## إصلاح بعد الربيع العربي

منذ شهر يوليوز 2011، أضحت المغرب يتوفر على دستور جديد، أعدته لجنة استشارية مؤلفة من 19 شخصية ويرأسها عضو سابق لهيئة الإنصاف والمصالحة ويوجد من بين أعضائها أيضا عضوين سابقين لتلك الهيئة. يمكن أن نرى في هذا الأمر مجرد صدفة كما يمكن أن نقرأه كإشارة إلى استمرارية إرادة الإصلاح. ومهما يكن من أمر، فقد شكلت التوصيات التي تضمنها التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة بخصوص ضمانات عدم تكرار ما جرى من انتهاكات إحدى المرجعيات في بلورة القانون الأسمى الجديد. وحاليا جرى إطلاق ورش الحوار الوطني حول إصلاح العدالة. وفي تونس وليبيا واليمن ومصر تتم العشرات من المبادرات والنقاشات في مجال العدالة الانتقالية معلنة ربما، بروز دروة عربية لمسارات العدالة الانتقالية بعد موجة دول أمريكا اللاتينية وإفريقيا. وبدأت تلوح لنا الأسئلة الأولى ونقاط الجدل، كما عشناها نحن في تجربتنا. لكن الأساسي هو الخطوة الأولى أي التوفر على شجاعة وجرأة فتح صفحة الماضي المثقل بالآلام الإنسانية من أجل محاولة رسم مستقبل جماعي.



## ماستر خاص بحقوق الإنسان في الرباط



وقع المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية الرباط - أكداً. أمس الاثنين بالرباط. اتفاقية إطار خاصة بـماستر حقوق الإنسان. وتهدف هذه الاتفاقية. التي وقعها رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان إدريس اليزمي. وعميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية الرباط - أكداً لحسن ولحاج. إلى تأصيل ثقافة وفكر حقوق الإنسان في

جميع مستويات التعليم وخاصة الجامعي. وتيسير إمكانية البحث العلمي في المجال وتطويره لخلق تراكم فكري يسند الممارسة الميدانية.

وتندرج هذه الاتفاقية في إطار الاحتفالات التي تنظمها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الرباط - القنيطرة بذكرى صدور الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الذي يصادف 10 دجنبر من كل سنة. وتتضمن هذه الاتفاقية عدداً من الالتزامات من لدن الطرفين.

من بينهم عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان على إغناء الخزانة الجامعية بالكتب والإصدارات المرتبطة بحقوق الإنسان. وتكوين الفريق البيداغوجي وضمان دورات تكوينية للطلبة باللجان الجهوية والمجلس الوطني وبالخارج. في حين ستعمل الكلية على تكوين الطلبة في مجال حقوق الإنسان. وبرمجة تكوين في اللغات التي تسمح لهم بالتعاطي مع الأدبيات الحقوقية. وكذا تكوين أعضاء المجلس الوطني واللجان الجهوية.

## اليوم العالمي لحقوق الانسان الحقوقيون يستعرضون اليوم أوضاع المغرب 10/12/2012

يستعرض العالم اليوم ، حكومات ومنظمات دولية وإقليمية ومحلية ، أوضاع حقوق الانسان، كل من زاويته ومن قيمه . فاليوم هو اليوم العالمي لهذه الحقوق الذي يصادف الذكرى 64 للمصادقة على الاعلان العالمي لحقوق الانسان من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة ، وهو الاعلان الذي يتضمن 30 مادة ، ويعد المصدر الرئيسي الذي تفرعت عنه اتفاقيات وإعلانات وبروتوكولات خلال العقود الستة الماضية.

المغرب ، الذي صادق على العديد من هذه الاتفاقيات، سيشهد اليوم مجموعة من الانشطة أبرزها ثلاثة، فالمنظمة المغربية لحقوق الانسان التي يرأسها الدكتور محمد النشاش ستعقد ندوة صحفية بمقرها بالرباط تعطي من خلالها انطلاق برنامج يتعلق بدراسة مقترحات القوانين التنظيمية لتفعيل الدستور تم إعداده بتعاون مع مؤسسة «فريدريك إيبرت» .

الجمعية المغربية لحقوق الانسان، التي تتزأسها الاستاذة خديجة الرياضي اختارت الاحتفال بهذا اليوم تحت شعار: «جميعا من أجل إطلاق سراح معتقلي حركة 20 فبراير وكافة المعتقلين السياسيين»، وسيعقد مكتبها المركزي ندوة لتقدم تصريح 10 دجنبر حول تقييم الجمعية لأوضاع حقوق الانسان خلال سنة 2012 ، وتقدم مذكرة المطالب الأساسية التي سترسلها للحكومة والجهات المعنية، وسيحتضن المقر المركزي هذه الندوة الصحفية .

وبالمناسبة أصدر المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والانصاف ( لجنة التنسيق لعائلات المختطفين مجهولي المصير وضحايا الاختفاء القسري ) ، الذي يرأسه الأستاذ مصطفى المانوزي بيانا أشار فيه إلى « فشل المقاربة التي اعتمدها الدولة المغربية وهيأتها ومجالسها في معالجة ملف الاختفاء القسري في شموليته، وبذلك يبقى الملف مفتوحا إلى أن تتم الاستجابة للمطالب المشروعة لكل الضحايا وعائلاتهم».

أما المجلس الوطني لحقوق الانسان فستنظم لجانه الجهوية الـ 13 العديد من الندوات الموضوعاتية والتقييمية في مجال حقوق الانسان . ومن هذه الانشطة توقيع المجلس لاتفاقية إطار خاصة بماستر حقوق الانسان مع كلية الحقوق بالرباط اكدال، وبالمناسبة سيلقي رئيس المجلس الاستاذ ادريس اليازمي درسا افتتاحيا حول « قراءة في تجربة هيئة الانصاف والمصالحة بالمغرب»، والنشيطان معا يندرجان ضمن فعاليات أنشطة القافلة الجهوية لحقوق الانسان التي تنظمها اللجنة الجهوية بالرباط . القنيطرة، ويرأسها الأستاذ عبدالقادر ازريع.

وبعد غد الاربعاء سيحتضن مقره بالرباط مائدة مستديرة مع المندوبية الوزارية لحقوق الانسان التي يرأسها المحجوب الهبة في موضوع «الآليات الأمية لحقوق الانسان والالتزامات الدولية للمغرب» .

وللتذكير ، فقد تميزت سنة 2012 بـ :

- مصادقة المغرب على الاتفاقية الدولية حول الاختفاء القسري، والتي تتضمن 45 مادة وتنص على أنه لا يجوز تعريض أي شخص للاختفاء القسري، أو التذرع بأي ظرف استثنائي كان ... لتبرير هذا الاختفاء.
- تقديم المغرب لتقريره الدوري الشامل الذي استعرض ماتم القيام به رسميا في مجال حقوق الانسان منذ 2008. وقد صدرت العديد من التوصيات عقب مناقشة هذا التقرير.
- احتضان المغرب للمؤتمر الاقليمي من أجل إلغاء عقوبة الاعدام.
- امتناع المغرب عن التصويت لصالح قرار الجمعية العمومية للأمم المتحدة من أجل تعليق عقوبة الاعدام، وهو ماشكل مفاجأة للحقوقيين داخل وخارج المغرب، لأن موقف الحكومة المغربية يسير عكس مضمون الدستور الذي يقر بالحق في الحياة . وللإشارة فقد صوتت الجزائر للمرة الرابعة لصالح هذا القرار وصوتت تونس لصالحه للمرة الاولى.
- إصدار المجلس الوطني لحقوق الانسان لتقريرين مهمين يتعلق الاول ب«الصحة العقلية وحقوق الانسان...» والثاني حول أوضاع السجون والسجناء تضمن 100 توصية ينتظر الرأي العام تفعيلها . إضافة للرأي المتعلق بمشروع القانون حول الضمانات القانونية للعسكريين، والرأي حول حياة المناصفة ومناهضة التمييز...

## المفوضية الأوروبية: الدستور الجديد يكرس حقوق الإنسان والحريات الأساسية بالمغرب 10/12/2012

بروكسل/ 10 دجنبر 2012 /ومع/ أكدت المفوضية الأوروبية اليوم الإثنين، أن دستور المغرب الجديد "يكرس عددا مهما من المبادئ التي تضمن احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية".

وأضافت اللجنة أن دستور فاتح بوليوز مكن أيضا "من مأسسة والرفع من صلاحيات بعض المؤسسات النشيطة في مجال حماية والنهوض بحقوق الإنسان" في إشارة إلى **المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، والمندوبية الوزارية لحقوق الإنسان.

وعبرت المفوضية الأوروبية، التي أعلنت عن مصادقتها على برنامج بقيمة 2,8 مليون أورو سيخصص للنهوض بحقوق الإنسان بالمغرب، عن ارتياحها للجهود التي يبذلها المغرب منذ أواخر التسعينات في هذا المجال والتي توجت سنة 2011 بالمصادقة على دستور جديد.

كما نوهت المفوضية بانضمام المغرب خلال السنوات الأخيرة لعدد متزايد من الاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان"، مسجلة أن تعزيز دولة القانون واحترام حقوق الإنسان تشكل جزءا من الالتزامات الرئيسية للمملكة في إطار برنامج العمل من أجل تفعيل الوضع المتقدم.

وذكرت المفوضية الأوروبية أن التعاون القائم بين المغرب والاتحاد الأوروبي من أجل تعزيز الديمقراطية واحترام حقوق الإنسان يندرج في إطار دينامية تعززت على الخصوص من خلال دعم إنجاز مخطط عمل وطني يهتم الديمقراطية وحقوق الإنسان، وكذا تتبع مسلسل المصالحة الوطنية الذي تم تنفيذه بناء على توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

## إدريس الأزمي: "سألقي الدرس باللغة الفرنسية والنسخة العربية موجودة بين أيديكم في الملف"

11/12/2012

استغرب عدد من الطلبة صبيحة يوم الإثنين 10 دجنبر 2012 بكلية الحقوق الرباط أكدال، إقدام إدريس الأزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، على إلقاء الدرس الافتتاحي لماستر حقوق الإنسان باللغة الفرنسية، وقال إدريس الأزمي، «سألقي الدرس باللغة الفرنسية والنسخة العربية موجودة بين أيديكم في الملف»، وقال الأزمي «هذا هو تاريخ المغرب»، في إشارة إلى اختياره اللغة الفرنسية لإلقاء الدرس الافتتاحي، أمام طلبة مغاربة وأساتذة باحثين مغاربة.

من جهة أخرى، وخلال افتتاح منتدى فاس لتحالف الحضارات، مساء الجمعة الماضية، فضل عمر الفاسي، الفهري أمين السر الدائم لأكاديمية الحسن الثاني للعلوم والتقنيات، الحديث باللغة الفرنسية، واعتبر أن ذلك «سهلا عليه»، وأبي المؤرخ «عبد الهادي التازي»، عضو أكاديمية المملكة، إلا أن يعيد اللغة العربية وزمها بعد كلمة الفاسي الفهري باللغة العربية، وطلب عبد الهادي التازي، خلال كلمته في الجلسة الافتتاحية، من رئيس الجامعة الأورومتوسطية أن ينشئ كرسيًا للغة العربية، وتطوع التازي لإلقاء الدرس الأول في هذا الكرسي، ورد عليه رئيس الجامعة سريعًا خلال عرضه لمشروع الجامعة الأورومتوسطية، ووعد «عبد الهادي التازي» بإنشاء كرسي اللغة العربية، قائلاً، «لم لا وأنا مغربي عربي بربري».

## UE: 2,8 millions d'euros pour le soutien des droits de l'Homme au Maroc



Driss Yazami Pdt du CNDH

La Commission européenne a adopté lundi, un programme de 2,8 millions d'euros destiné à promouvoir les droits de l'Homme au Maroc.

La Commission européenne a adopté lundi, un programme de 2,8 millions d'euros destiné à promouvoir les droits de l'Homme au Maroc.  
Ce programme vise à soutenir l'action du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et la Délégation interministérielle des droits de l'Homme (DIDH), deux institutions-clés dans la protection et la promotion des droits humains au Maroc, a précisé la Commission européenne.





مليونان و 800 ألف أورو هو المبلغ الذي سيتمفيد منه المغرب من أجل النهوض بحقوق الإنسان . وكانت المفوضية الأوروبية قد صادقت أمس الإثنين على برنامج سيمنح المغرب المبلغ المذكور لدعم عمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان والمندوبية الوزارية لحقوق الإنسان ، المؤسستان الرئيسيتان لحماية حقوق الإنسان بالمغرب .



## Béni-Mellal-Khouribga Colloque régional sur l'«Humanisation des prisons»



**L**e Conseil Régional des Droits de l'Homme de la région de Béni-Mellal-Khouribga et l'Observatoire Marocain des Prisons ont organisé samedi 8 décembre 2012 à Béni-Mellal, un colloque sous le thème : « Humanisation des prisons ».

Des associations des droits de l'homme, des avocats, des juristes et des représentants des prisons civiles dans la région ont répondu à l'invitation et ont fait acte de présence à cette journée.

A l'ouverture, les représentants de l'Observatoire Marocain des Prisons et du Conseil Régional des Droits de l'Homme de Béni-Mellal-Khouribga, ont pris la parole pour notamment parler de la situation des prisons dans notre pays, du comportement observé envers les prisonniers et des responsabilités du CRDH, en ce qui concerne l'amélioration des droits de l'Homme.

Ensuite, les encadreurs de la journée ont procédé à la présentation de leurs exposés, c'est ainsi que Me Saïd Hatmane, président du Bureau régional du Club des magistrats du Maroc, a procédé à une lecture dans la loi d'organisation des prisons, suivi de Me Allal El Basraoui, président du CRDH dans la région de Béni-Mel-

lal-Khouribga, qui a exposé au sujet des procédés de contrôle dans les prisons et leur efficacité, avec notamment le rôle des comités provinciaux chargés des prisons.

Me Mustapha Chafî, directeur de l'Observatoire Marocain des Prisons, a, quant à lui, intervenu pour traiter le thème autour du rôle de la société civile dans la préservation des droits des prisonniers.

Après les exposés, le comité d'organisation a ouvert un débat lors duquel les intervenants ont présenté leurs remarques, donné leurs idées et formulé leurs suggestions qui versaient dans la question du défi des problèmes des prisons, la question des moyens humains, financiers et éducatifs, la surpopulation dans les prisons, les moyens d'intégration des prisonniers dans la société après avoir purgé leurs peines, l'activation des comités régionaux des prisons civiles et surtout l'engorgement des prisons par les détenus en garde à vue, ce qui entrave tout effort œuvrant vers l'amélioration de la mission des prisons.

Au terme de ce colloque, les organisateurs ont procédé à la lecture des recommandations qui ont tenu compte des remarques et des suggestions des présents.

**Omar DAOUANI**



بني ملال

## ندوة "أنسنة السجون" تدعو إلى تحويل السجون إلى مراكز للتكوين وإعادة الإدماج

بني ملال . لحسن أكرام

حفظ كرامته، من خلال تكثيف الجهود من طرف الجمعيات المختصة باوضاع السجون، وتفعيل آليات المراقبة المباشرة مثل الرصد والتتبع وإصدار التقارير السنوية، والنشرات والبيانات الإخبارية، وحملات التحسيس والتوعية لتزويد المواطنين والفاعلين والمهتمين، والعمل بالية الاحتجاج المادي في حالة عدم استجابة المسؤولين. كما أبرز آليات المراقبة غير المباشرة مثل تنشيط النقاش داخل المجتمع وإصلاح نظام العقوبات والتكوين، وقدم مدير المرصد المغربي للسجون المعوقات أمام المجتمع المدني، ولخصها في ضعف التعاون من طرف السلطات الوصية، وضعف إمكانيات المجتمع المدني بالمقارنة مع ما يتوفر لدى مؤسسات الدولة. وذكر نادي قضاة المغرب بني ملال، في ندون «أنسنة السجون» بالنصوص القانونية المنظمة للسجون، وربط بين عدم تجميع مختلف القوانين والنصوص في مدونة خاصة، وتعد مهمة تقديم رؤية واضحة لترسانة القانونية للسجون، كما استعرض المسار التاريخي انطلاقاً من مرحلة ما قبل الاستعمار، إذ كانت إدارة السجون تستمد قوانينها من الشريعة الإسلامية، وتخضع لصاحب السلطة والشرطة، وفترة الحماية، حيث تم استحداث ظهيري 1915 و1930، اللذان ينهلان من القانون الفرنسي، ومرحلة الاستقلال وإخضاعها لوزارة العدل واستحدثت مجموعة من القوانين مثل ظهيري 1956 و1961.



أكد سعيد حتمان، رئيس المكتب الجهوي لنادي قضاة المغرب ببني ملال، خلال ندوة جهوية حول أنسنة السجون، يوم السبت الماضي، أن الوقت قد حان لتحويل السجون بالمغرب من مكان للتأديب والعقوبة والتعذيب إلى مراكز للتهديب والتكوين وإعادة الإدماج. ودعا إلى ضرورة مراجعة النصوص المنظمة للسجون، وتفعيل بعض البنود، في الوقت الذي استفادت فيه نسبة ضئيلة من الإفراج المؤقت والرخص.

من جهته أبرز علال البصراوي، رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال، في مداخلة بعنوان: «آليات مراقبة السجون ومدى فعاليتها»، الآليات التي وضعها المشرع، من المراقبة القضائية والمراقبة المؤسساتية، مثل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ومراقبة المجتمع المدني، ورقابة الإعلام، والمراقبة الإدارية على شكل لجنة إقليمية يرأسها المسؤول الأول بالإقليم، والتي لازالت غير فعالة في ظل غياب القانون المنظم لعملها.

وفي مداخلة بعنوان: «دور المجتمع المدني في حماية حقوق السجناء»، أكد مصطفى الشافعي، مدير المرصد المغربي للسجون، أن المجتمع المدني يستمد قوته من سلطة الضمير، مؤكداً أن السجن إنسان يجب

## ندوة حقوقية تناقش أزمة السجون بالمغرب

10/12/2012

أجمع المتدخلون في مائدة مستديرة تحت عنوان " تقرير أزمة السجون وسؤال تفعيل التوصيات " على ضرورة تكثيف الجهود والعمل المشترك لتحسين وضعية السجون بالمغرب والناظور خاصة.

وثن الحاضرون، في الندوة التي نظمتها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالناظور مساء الجمعة 7 ديسمبر بالمركب الثقافي بالناظور، تقرير المجلس الوطني حول أوضاع السجون الصادر مؤخرا وطالبوا بتفعيل التوصيات الواردة به.

وقد جمع هذا اللقاء ولأول مرة ممثلي النيابة العامة بمحاكم الناظور، الاستئنافية والإبتدائية، ومدراء سجون الناظور وزايو والمدير الجهوي للسجون وأعضاء اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان وهيئة المحامين بالناظور وجمعية المحامين الشباب وفعاليات المجتمع المدني الشبابي والحقوقية، وذلك بهدف تدارس التقرير الذي أعده المجلس وآفاق تطبيقه. كما تداول الحاضرون الأوضاع داخل السجن المحلي بالناظور وسبل تخفيض الإكتظاظ التي يعيشه وتحسين أوضاع نزلائه ثم المصوغات القانونية لاستعمال تدابير الاعتقال الاحتياطي التي تتهم بالوقوف وراء إكتظاظ السجون.

إلى ذلك وجه مسؤولو اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان وكذا بعض الحاضرين انتقادا لمسؤولي عمالة الناظور الذين تغيّبوا عن هذا اللقاء رغم أن عامل الناظور هو رئيس اللجنة الإقليمية لمتابعة أوضاع السجون حيث العمالة هي المسؤولة قانونيا عن تتبع أوضاعها والعمل على تحسينها.

هذا وقد عرف اللقاء إلقاء عرض حول تقرير المجلس وتوصياته من طرف الأستاذة جميلة السيوري، عضوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بحضور الأستاذة سعاد الإدريسي رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الحسيمة الناظور.

## السجون المغربية: الاكتظاظ، الفلقة، الكاشو، الإهانة، عنوانها العريض

10/12/2012

نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة، مساء يوم السبت 08 دجنبر الجاري، بقاعة الاجتماعات ببلدية الحسيمة مائدة مستديرة حول وضعية السجون المغربية أطرتها رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان ذ. سعاد الإدريسي، وعضو اللجنة الجهوية ذ. رشيد بنعلي وحضرها كل من المندوب الجهوي للسجون بفاس، وجميلة السيوري عضوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ونائب وكيل الملك الابتدائية بالحسيمة، بالإضافة إلى مجموعة من الفاعلين الحقوقيين والمهتمين.

المائدة أتت بمناسبة إصدار المجلس الوطني لحقوق الإنسان لتقرير يوضح الحالة المزرية التي يعيشها المعتقلون القابعون في السجون المغربية. النقاش كان كذلك يصب في إطار تفعيل توصيات التقرير الذي أوصى بتجاوز النظرة التقليدية التي ينظر بها المجتمع للسجين، وضرورة توفير الأسباب الكفيلة بتأهيل السجناء وإعادة إدماجهم في المجتمع من خلال توفير الشروط الصحية والطبية لهم، وكذلك إدماجهم في برامج التربية والتكوين المهني لجعلهم مواطنين صالحين قادرين على الاستفادة من مدة مكوثهم بالسجن.

رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة أكدت على أن النشاط الذي حضره مختلف المتدخلون في منظومة العدالة وفي السياسة القانونية التي تنتهي فصولها الزجرية في الزنازن جاء بعد صدور تقرير المجلس الوطني حول السجون والذي انبنى على زيارات ميدانية، كان الهدف من وراءها الانخراط في الحوار الوطني لإصلاح منظومة العدالة والسياسة الجنائية.

النقاش كذلك الذي كان متعدد الأطراف عرف الدعوة إلى إصلاح السجون المغربية، والتفاعل بشكل إيجابي مع التقرير، جميلة السيوري عضوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان اعتبرت تقرير المجلس والذي ساهمت في إعداده لم يأتي بمجديد، مؤكدة أن مضامينه مطابقة لما جاءت به تقارير حقوقية في وقت سابق حيث أقرت باستمرار أسلوب الإهانة والفلقة والتعذيب بالسجون المغربية، ناهيك عن الاكتظاظ، وأضافت أنه ( لا يمكن حجب الشمس بالغبال )، معتبرة ما تضمنه التقرير جزء يسير من ما يحدث في السجون المغربية.

المندوب الجهوي للسجون بفاس اعتبر أن الاكتظاظ مسؤول على النتائج السلبية سواء على مستوى التطبيق أو التغذية بالإضافة إلى قلة الموظفين العاملين بالمؤسسات السجنية، الاكتظاظ يوضح نفس المسؤول نتائج السياسة الجنائية والارتفاع في نسب الجريمة، وإصلاح المنظومة الجنائية في المغرب سيكون لها دور في إصلاح السجون.

مثل السياسة الجنائية المشارك في الندوة رفيع زهير نائب وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية بالحسيمة اعتبر أن السياسة الجنائية أصابها العقم وأضاف أنها تميل إلى الزجر بدل الإصلاح على اعتبار أن المشرع لا يقدم بدائل عن العقوبات السالبة للحرية، نفس المتدخل اعتبر نمو الجريمة يوازيه ضعف السجون، معتبرا عامل الاكتظاظ ظاهرة بنوية تخص كل مرافق الدولة المغربية من مدارس ومستشفيات... وأنها لا تنطبق فقط على السجون. المتدخل تسلم بالأرقام في معرض رده على التقرير مؤكدا أن النيابة العامة لم تحل على السجن المحلي خلال 11 شهرا من السنة الجارية سوى 702 معتقلا من أصل 3620 تم اعتقالهم.

## تقرير مفصل حول ندوة أنسنة السجون بالمغرب

10/12/2012

نظم المرصد المغربي للسجون واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال خريبكة، ندوة حول وضعية السجون بالمغرب تحت شعار "من أجل أنسنة السجون" وذلك يوم السبت 08/12/2012 ببني ملال، وبأبي تنظيم هذا النشاط في سياق الجهود التي يبذلها المرصد المغربي للسجون لحماية حقوق السجناء، وانسجاما مع التوصيات الصادرة في التقرير الأخير للمجلس الوطني لحقوق الإنسان: "أزمة السجون مسؤولية مشتركة: 100 توصية من أجل حماية حقوق السجناء والسجينات". وعرفت الندوة مشاركة مكثفة لمختلف الفعاليات القانونية والحقوقية والجمعية والمؤسسات ذات الصلة.

وافتححت الأستاذة نادية بن حيدة عضو المرصد المغربي للسجون الندوة بكلمة ترحيب وتذكير بأهم محاور هذه الندوة، تلا ذلك كلمة الأستاذ سعيد حتمان رئيس المكتب الجهوي لنادي قضاة المغرب تضمنت قراءة في القانون المنظم للسجون وطالب بضرورة جمع هذه النصوص القانونية الموجودة ضمن محطات مختلفة في مدونة خاصة لهذا المجال. وركز على حالة العود وأسبابها مما يستدعي إعادة النظر في النصوص القانونية المتعلقة بالسجون بهدف تأهيل وإدماج السجناء داخل المجتمع، كما تطرق إلى ظاهرة الاكتظاظ والتي يبقى من أبرز مسبباتها الاعتقال الاحتياطي حيث بلغ 50 في المائة من مجموع السجناء. وأبرز ضرورة تفعيل القانون الذي ينص على الحاق المؤسسة السجنية بوزارة العدل وليس المندوبية السامية للسجون. بعد ذلك تناول الكلمة الأستاذ علال البصراوي رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال خريبكة، في محور آليات مراقبة السجون ومدى فاعليتها وذكر أن هذه الآليات متعددة أهمها:

\* المراقبة الإدارية: تتشكل من لجنة إقليمية يترأسها والي الجهة أو عامل الإقليم وتضم وكيل الملك ورئيس المحكمة، رئيس الجهة ورئيس المجلس البلدي، ومندوب الشغل، ومندوب الشبيبة والرياضة، والطبيب الرئيسي بالمستشفى الجهوي، وفعاليات أخرى، وتخصص هذه اللجنة في مراقبة كافة الجوانب التي تم حياة النزلاء داخل السجون من توفير الخدمات الصحية والوسائل الوقائية والأمنية والغذائية.

\* المراقبة القضائية: مراقبة القضاء لتنفيذ الحكم على السجين وزيارة المعتقلين احتياطيا من طرف وكيل الملك أو أحد نوابه كل شهر، ورئيس المحكمة الجنحية كل 3 أشهر.

\* مراقبة مؤسسات الوسيط: تتمثل في المجلس الوطني لحقوق الإنسان و البرلمان و جمعيات المجتمع المدني .

\* مراقبة الإعلام: تفعيل دور الإعلام في مراقبة السجون المغربية.

وخلص إلى أن هذه الآليات خصوصا المراقبة الإدارية والقضائية تبقى شبه غائبة إن لم تكن منعدمة.

أما كلمة الأستاذ مصطفى الشافعي رئيس المرصد المغربي للسجون جاءت في محور دور المجتمع المدني في حماية حقوق السجناء وسرد مجموعة من النقاط من شأنها تفعيل هذا الدور لخصها في آليتين:

1. آليات مباشرة: الرصد والتتبع لأوضاع السجون إصدار، تقارير سنوية، إصدار بيانات ونشرات إخبارية، القيام بالتحسيس والتوعية، الحوار، الاحتجاج (المسيرات والوقفات الاحتجاجية) غايتها رد فعل المجتمع المدني والمؤسسات ذات الصلة.
  2. آليات غير مباشرة: تنشيط النقاش في القضايا ذات الصلة، إصلاح نظام العقوبات بالمغرب، التكوين بالنسبة للفاعلين الجمعويين .
- وأكد أن عمل هذه الآليات يواجه مجموعة من المعوقات أهمها ضعف التعاون بالنسبة للمؤسسات الحكومية إلى جانب ضعف إمكانيات فعاليات المجتمع المدني، وركز على أربع معايير أساسية لبناء دولة الحق والقانون وبالتالي إصلاح المؤسسات السجنية والنهوض بحقوق السجناء وهي:

. انتخابات حرة نزيهة .

. قضاء حر ونزيه.

. حرية التعبير والرأي.

. مجتمع قوي بضمير قوي.

وتلت كلمات الأستاذة تدخلات مجموعة من الفعاليات القانونية والحقوقية والجمعية ناقشت وضعية المؤسسة السجنية ودورها في تأهيل وادماج السجين داخل المجتمع، وضرورة تحديد مفهوم للعقوبة و إيجاد حل للاعتقال الاحتياطي وتطبيق العقوبات البديلة .

نظمتها المرصد المغربي للسجون واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان ببني ملال

# ندوة تدعو إلى تطوير التشريع وتفعيل دور المجتمع المدني في مراقبة السجون

بني ملال: محمد رفيق



نظم المرصد المغربي للسجون، واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال/ خريبكة، يوم السبت المنصرم، ندوة حول وضعية السجون، بشعار «من أجل أنسنة السجون».

وتأتي هذه الندوة بعد صدور تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول السجون، الذي اعتبر أن أزمة السجون مسؤولية مشتركة، من خلال 100 توصية بهدف حماية حقوق السجناء والسجينات، وارتباطا بجهود المرصد المغربي للسجون لحماية حقوق السجناء، وجعل السجون ملائمة للمعايير الدولية، والكشف عن أوضاعها، والحث على حقوق السجناء والسجينات بناء على الاتفاقيات الدولية.

وشملت الندوة ثلاث مداخلات، افتتحت بعرض شكل قراءة في القانون المنظم للسجون، اطره سعيد حتمان، رئيس المكتب الجهوي لنادي قضاة المغرب، الذي لاحظ أن النصوص التشريعية المنظمة مشتتة وغير منظمة في مدونة، داعيا إلى جمعها وتحيينها، ونكر بالمرحل التاريخية التي مرت منها هذه النصوص القانونية، ارتباطا بوضعية السجون في المغرب.

وقدم علال البصراوي رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بني ملال/ خريبكة، عرضا حول آليات مراقبة السجون ومدى فعاليتها، في جميع الجوانب، من الزنازن،

وتعلقت المداخلة الثالثة لمصطفى الشافعي، مدير المرصد المغربي للسجون، بدور المجتمع المدني في حماية حقوق السجناء، في سياق حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، لإحداث التوازن واستحضار سلطة الضمير. وأبرز المتحدث أن علاقة هذا الجانب بالفضاء السجني انتقل تاريخيا من البعد الفلوي، مع معتقلي الرأي والسياسة، إلى فضاء أرحب حول أوضاع السجون والسجناء، ثم مرحلة التخصص، من خلال الآليات المدنية المختصة، مثل المرصد المغربي للسجون، وذلك لحماية حقوق النزلاء وتسهيل الضوء على أوضاع السجون.

واختتمت الندوة بعدد من المداخلات، أفصت إلى تسطير مجموعة من التوصيات تروم تفعيل دور المراقبة للسجون، وانفتاح اللجنة الإقليمية على المجتمع المدني، لإعطائها حيوية أكثر، تتجاوز البعد الرسمي، وتحديد عدد الزيارات ونوعها، كي لا تبقى متباعدة، وترتكز على السجلات والجوانب الشكلية، والتعاطي مع وضعية السجون على أنها أصبحت تشكل أزمة حقيقية، ليس فقط بالنظر إلى الخروقات في حق السجناء، بل لما يشكله هؤلاء من خطر على المجتمع بعد مغادرة السجون، والعمل على إعادة التأهيل، والتركيز على مشكل الأحداث وأوضاعهم، والعمل على استصدار مونة تشريعية محيطة، وتفعيل دور المجتمع المدني في مراقبة السجون، لإصلاحها ومعالجة المشاكل التي أفرزتها، خاصة بعد صدور التقرير، لإجراء التوصيات التي نص عليها.

وضع تقارير وإرسالها إلى الوزارة الوصية، ثم المراقبة القضائية لأن السجن يدخل السجن بقرار قضائي، والنوع الثالث يتجسد في المراقبة الوسيطة من طرف بعض المؤسسات مثل المجلس الوطني لحقوق الإنسان والبرلمان، والمجتمع المدني.

إلى المناحي الصحية، والتغذية والأمن، وأوضاع السجناء، انطلاقا من المراقبة الإدارية الرسمية بواسطة اللجنة الإقليمية، التي تعتبر غير مضبوطة زمنيا بقوة القانون، وظلت شبه شكلية متباعدة وطويلة، وذلك ناتج عن طبيعة تركيبها، وغياب المجتمع المدني عنها، وانحصارها في

## السيوري: الخروقات المسجلة بسجون المغرب "فردية وغير ممنهجة"

09/12/2012

بشأن وضعية CNDH قالت جميلة السيوري، عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إنَّ الخروقات التي تمَّ تسجيلها ضمن التقرير الصادر عن ال  
السجون في المغرب "فردية وغير ممنهجة".

كما دعت ذات الناشطة الحقوقية، ضمن نقاش احتضنه فضاء مكتبة المركب الثقافي "لاكورنيش" بالناظور، إلى "تكثيف الجهود من أجل رصد  
كافة الخروقات بالمؤسسات السجنية، و التنسيق مع اللجان الجهوية، لأجل تفعيل التوصيات الصادرة في التقرير الذي صدر عن المجلس الوطني  
لحقوق الإنسان".

الموعد المقام من لدن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بكل من الناظور والحسيمة عرف انتقادات شديدة وجَّهت لعامل إقليم الناظور جراء "عدم  
استجابته لدعوة الحضور بغية إغناء النقاش حول تقرير أزمة السجون وسؤال تفعيل التوصيات".

واعتبر الموعد هذا التعاطي من طرف "مندوب للحكومة" الموكول إليه "تنسيق أداء المصالح الخارجية للوزارات بالمنطقة" لا يمكن أن يكون إلَّا  
"استهتارا بالعمل الحقوقي الراصد للخروقات رغما عن التوصل بدعوة مبنية على صفته كرئيس للجنة الإقليمية للسجون". .. زيادة على "عدم  
استدعائه مكونات اللجنة التي يرأسها حتى تشارك بالنقاش".

عبد المجيد أزهرى، نائب الوكيل العام للملك باستئنافية الناظور، دعا إلى "الفرز بين ما يقع بالمؤسسات السجنية تحت وصاية النيابة العامة، وما يقع  
تحت وصاية مؤسسات أخرى"، وأضاف ضمن مداخلة له أنه "ينبغي الانتباه لوجود تدابير قانونية تمَّ التعامل مع حالات السجناء المصابين  
بأمراض عقلية"، مقترحا "إضافة بعض الصلاحيات لقاضي تنفيذ العقوبات من أجل تسهيل تدبير مجريات الأمور بالمؤسسات السجنية".  
ونفى المندوب الجهوي للسجون و إعادة الإدماج، الفايز بوشقي، وجود تعديلات ممنهج بسجون المغرب، معتبرا الأمر "لا يعدو أن يكون مقترنا  
بحالات منعزلة".

استمع إلى فئة معينة من السجناء وتخطى الموظَّفين، كما اعتبر أنّ "الاكتظاظ أساس" CNDH وأورد الفايز، بذات النقاش، أنّ تقرير ال  
الإشكالات بالسجون" وأنَّ "مستشفيات الأمراض العقلية ترفض استقبال السجناء المصابين لأسباب مقترنة بضعف الطاقة الاستيعابية".  
ذات المسؤول عن سجون الجهة قال إنّ مندوبيته "تفتح أبواب المؤسسات السجنية أمام الجمعيات كي تنظّم ما تريد من أنشطة، بعيدا عن الرصد  
الذي يخوّل، بقوة القانون، إلى مؤسسات معينة بذلك".

وعن هيئة المحامين الناظور . الحسيمة قال الطيب العمراني إنّ وجود خروقات تطل حقوق المعتقلين داخل المؤسسات السجنية يقترن بتفشي الرشوة،  
موردا أن من بين مسببات الاكتظاظ بالسجون يتواجد "الضغط الذي يمارس على القضاء من أجل الزجّ بالبعض وراء قضبان السلب من الحرية".  
النائب البرلماني نور الدين البركاني، عن حزب العدالة والتنمية، قال إنّ "تحركات تتم، بتنسيق مع المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة التأهيل،  
لنقل سجن الناظور صوب فضاء أرحب"، وزاد ذات المنتمي للمؤسسة التشريعية وحزب رئيس الحكومة ووزير العدل، ضمن حديثه بنفس الموعد،  
أن "هناك تفاوض يتمّ بخصوص وعاء عقاري من 10 هكتارات، خارج المدينة، كي يحتضن السجن المحلي الجديد".



## شركة التطهير الصحي بالداخلة متهمه بتلويث الخليج إلى أن يثبت العكس

10/12/2012

أيما قليلة فقط بعد انتهاء أشغال الندوة الدولية المنظمة من طرف **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** بالداخلة حول موضوع: "الاعمال الفعلي للحق في البيئة" و خروجها بتوصيات هامة تدعو للمحافظة و حماية البيئة باعتبارها من الحقوق الأساسية للإنسان يبدو أن الرسالة لم تصل بالشكل الصحيح و المطلوب إلى بعض الجهات المتدخلة في هذا المجال.

هذا هو حال الشركة التي تقوم بالتدبير المفوض لشبكة التطهير الصحي بالداخلة التي قامت نحاية هذا الأسبوع و من أجل حل مشكل الاختناق الذي تعرفه الشبكة بحي مولاي رشيد بفتح قناة لتصريف المياه العادمة بالخليج كحل ترقيعي يهدد بتلويث المحيط البحري بهذا الخليج الجميل ، فضلا عن انبعاث الروائح الكريهة على طول الكورنيش المحاذي للخليج و التي تهدد صحة المارة و كذا الأطفال بروض وزارة التجهيز و النقل القريب من مكان الحادث.

و رغم النداءات المتكررة التي يطلقها المواطنون و الناشطون البيئيون بالمدينة فإن بعض الجهات الوصية لازالت تسبح ضد التيار غير عابئة بالمسؤوليات الجسام الملقاة على عاتقها.